

# Europe : les femmes victimes des politiques libérales

Category: Féminisme

écrit par jmfouquer | 19 mai 2014

Les élections européennes du 25 mai 2014 ne peuvent faire l'impasse sur une dimension transversale, fondamentale de notre combat politique pour l'émancipation : la lutte pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

Les femmes sont les principales concernées par les politiques d'austérité menées en Europe par la Troïka et la Commission européenne, à la fois comme salariées et retraitées ayant les situations les plus précaires, mais aussi comme agents majoritaires ou bénéficiaires des services publics sacrifiés (petite enfance, perte d'autonomie, fermeture de maternité de proximité...). C'est ce que soulignait le rapport, rejeté, d'Inès Zuber, de la GUE/NGL, rapport annuel concernant l'égalité femmes-hommes au sein de l'Union européenne.

L'UE a instauré dans les textes l'égalité femmes-hommes sur le marché du travail et préconise une augmentation du taux d'activité des femmes, mais cette orientation est inséparable d'un nivellement par le bas, comme on l'a vu au début des années 1990, avec une remise en cause des législations nationales limitant le travail de nuit des femmes dans l'industrie. La politique de l'emploi mise en œuvre passe par la flexibilisation et la précarisation de l'emploi, ainsi que par le développement du temps partiel responsable de la pauvreté d'un grand nombre de femmes salariées. De plus, les contre-réformes des retraites pratiquées dans tous les pays d'Europe imposent une augmentation de la durée de cotisation aux conséquences dramatiques pour les femmes.

Face à cette conception libérale de l'« égalité », il faut défendre l'interdiction des emplois précaires et du temps

partiel imposé, une véritable réduction du temps de travail pour toutes et tous et une politique d'égalité salariale assortie de sanctions. Sans parler des enjeux autour de la promotion de l'égalité professionnelle !

## Retour de l'ordre moral

La montée inquiétante des extrêmes droites en Europe entraîne un retour à l'ordre moral et aux valeurs traditionnelles de la famille, considérées comme autant d'éléments rassurants sur la place et le rôle de chacun et sur l'avenir des sociétés. Il s'accompagne d'une remise en cause des droits des femmes et de leurs acquis, dont le droit d'avoir un enfant ou non. En décembre 2013, au Parlement européen, les forces de droite conservatrices ont rejeté le rapport Estrella qui proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne et encourageait tous les États membres à l'autoriser. Les alliances gouvernementales avec l'extrême droite et les Églises réactionnaires font régresser les acquis sociaux que les femmes ont obtenu après de dures luttes. En Pologne, en Irlande, à Malte l'avortement est interdit. En Espagne, malgré de fortes mobilisations, le gouvernement impose une loi qui le remet en cause, tout comme la Lituanie et la Macédoine ont introduit des modifications législatives qui restreignent le droit à l'avortement. Dans d'autres pays, comme en France, ce sont les politiques d'austérité qui fragilisent l'accès à l'IVG, alors que dans le même temps le Parlement supprime la référence « à la situation de détresse ».

Partout en Europe, le droit à l'avortement et à la contraception doivent être reconnus comme des droits fondamentaux remboursés par l'assurance maladie.

## Perspective émancipatrice

En France, les pressions contre le mariage pour tous, les journées de retrait de l'école traduisent cette mobilisation des secteurs les plus réactionnaires de nos sociétés.

L'agitation autour de la « théorie » du genre comme élément déstabilisateur de la société, doit être combattue au profit de la mise en avant d'une perspective émancipatrice et donc forcément subversive pour les tenants de l'ordre établi. Il faut réaffirmer que le genre, c'est un concept, une méthode de travail pour analyser la construction des rapports de domination entre les hommes et les femmes. Les rapports de force, l'évolution des sociétés construisent les identités sociales des hommes et des femmes. Être un homme ou une femme en 2014, ce n'est pas la même chose que dans les années 1930 ou 1950 !

Face à ces lobbies réactionnaires à l'œuvre, il faut des politiques européennes mettant en place à tous les niveaux de la société une éducation non sexiste, une éducation à l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes... pour l'émancipation de tous et toutes !

Anne Leclerc, Stéphanie Treillet, Marie-Pierre Toubhans.